

La crise de 2008, une crise du néolibéralisme ?

Une typologie des interprétations marxistes

Jordi Brahamcha-Marin, *ContreTemps.eu*, 2014*

La crise qui éclate en 2008 est, de l'avis unanime, la plus grave depuis 1929 : rien d'étonnant, dès lors, à ce qu'elle ait suscité une littérature abondante parmi les auteurs se réclamant du marxisme. Si quelques auteurs ont déjà proposé, en anglais, de brefs panoramas des interprétations marxistes de la crise¹ rien de tel, semble-t-il, n'existe en français. L'objet de cet article est de combler partiellement cette lacune, en proposant, sans prétendre à une inatteignable exhaustivité, un tableau d'ensemble des diverses contributions sur la question.

Une partie des débats entre marxistes peut être résumée de la façon suivante : la crise de 2008 est-elle une crise du néolibéralisme ? A-t-elle été provoquée, en dernière instance, par les politiques de compression salariale, de privatisation et de libéralisation impulsées depuis le début des années quatre-vingt par des dirigeant-e-s comme Thatcher, Reagan ou Pinochet ? C'est de cette manière, par exemple, que Duménil et Lévy posent la question, dans un livre au titre significatif (*The Crisis of Neoliberalism*)² - encore que leur définition du « néolibéralisme », on y reviendra, soit à certains égards particulière. Ils y prennent position, entre autres, contre les auteurs pour qui la crise de 2008 est une crise du capitalisme monopoliste, ou encore une crise du capitalisme en général : dans ce dernier cas, la crise est plutôt envisagée dans la continuité de celle des années soixante-dix, et comme la conséquence d'un mouvement de chute du taux de profit amorcé dès cette époque. Cette manière de poser le problème n'est pas dépourvue de pertinence : elle consiste à s'interroger sur les racines historiques de l'événement, à se demander quels sont ses liens avec la séquence politique, sociale et économique qui l'a précédé, ou au contraire avec des moments antérieurs de l'histoire du capitalisme – elle nécessite donc de répondre préalablement à une série de questions plus précises et plus techniques, notamment sur le rôle spécifique de la financiarisation dans la crise, sur l'évolution de la consommation ou sur celle du taux de profit. Une telle problématique permet aussi, à son tour, de poser une question plus générale : l'un des problèmes essentiels qui se posent est en effet de savoir si l'on peut attribuer à chaque crise du capitalisme des causes spécifiques, ou si, au-delà de la variété des phénomènes, et à travers les différentes périodes de l'histoire, des constantes sont perceptibles.

Cet article va donc procéder de la manière suivante : il examinera tour à tour quelques débats relatifs à des facteurs précis (la financiarisation, l'évolution de la consommation, l'évolution du taux de profit) et, à chaque fois, présentera les théories de quelques uns des auteurs qui accordent à ce facteur un rôle explicatif particulièrement fort dans le déclenchement de la crise. Cela ne nous conduira pas à perdre de vue des questions plus générales – le rapport de la crise de 2008 à la séquence historique précédente, la possibilité de recourir à des explications plus ou moins éclectiques ou multicausales des crises.

Les débats sur le rôle de la financiarisation

La crise de 2008 se manifeste par l'explosion, aux Etats-Unis, d'une bulle immobilière, et par l'effondrement subséquent du système bancaire dans de nombreux pays : à l'évidence, les mécanismes internes au secteur financier ont joué un rôle important dans les événements, dans le cadre d'un capitalisme dont personne ne conteste qu'il soit hautement financiarisé.³ La question qui se pose aux auteurs marxistes est dès lors de savoir si l'on peut parler d'une crise essentiellement, principalement, voire purement financière, ou si ses causes réelles sont plus profondes. Autrement dit, la finance est-elle à l'origine de la crise, ou bien les événements qui affectent le secteur financier n'en sont-ils qu'un déclencheur contingent ? Comme l'écrit Joseph Choonara, qui penche pour la seconde de ces deux options :

Certains insistent sur la logique interne de la financiarisation, et ont tendance à voir la crise financière comme affectant l'économie « réelle » depuis l'extérieur ; d'autres, tout en reconnaissant l'importance de la dimension financière, insistent sur les problèmes sous-jacents dans l'économie « réelle » qui ont déterminé l'expansion de la finance et ouvert la voie à la crise.⁴

Un certain nombre d'auteurs attribuent en effet un rôle-clé à la question de la finance, notamment Sam Gindin et Leo Panitch, Robin Blackburn, Costas Lapavistas, et, dans une certaine mesure, Gérard Duménil et Dominique Lévy. Dans quelle mesure cette conception oriente-t-elle les auteurs concernés vers une interprétation de la crise comme « crise du néolibéralisme ? » Même si l'essor de la financiarisation peut à

* Ce texte reprend une intervention faite au séminaire « Lectures de Marx » à l'ENS le 14 avril 2014.

bon droit être associé à l'irruption du néolibéralisme, il ne faut cependant pas superposer trop vite les deux phénomènes. Duménil et Lévy distinguent ainsi trois niveaux d'analyse. En envisageant les choses sur un temps long, on constate que, dans une certaine mesure, la finance est consubstantielle au capitalisme. À une échelle plus réduite, on remarque effectivement un essor de la finance à l'époque néolibérale. À une échelle encore plus réduite, on doit prendre acte d'une véritable explosion de la finance dans les années 2000, suite à l'irruption de produits dérivés comme les MBS et les CDO.⁵ Gindin et Blackburn proposent encore d'autres dates charnières : tous les deux constatent un essor des prêts hypothécaires et des investissements directs à l'étranger dès les années 1950 et 1960. Sam Gindin et Leo Panitch considèrent la fin du régime de change fixe, en 1971, comme un autre point de bascule.⁶ Tous ces auteurs reconnaissent la spécificité du néolibéralisme quant à son rapport à la financiarisation, mais affirment également que le haut degré de financiarisation du capitalisme dans les années 2000 a des causes à la fois plus proches et, surtout, plus lointaines. En tout cas, la financiarisation est un phénomène assez important pour expliquer la crise de 2008, mais pas, par exemple, celle de 1929 ou de années 1970. De fait, les auteurs concernés assument généralement le caractère éclectique de leur approche des crises. Ainsi, tous, et notamment Lapavistas ou Duménil et Lévy, reconnaissent que la crise des années 1970 est une crise de profitabilité, et qu'elle a donc une origine profonde différente de la crise, financière, de 2008.⁷

Mais de quelle manière cet essor de la finance est-il susceptible d'engendrer des crises ?⁸ La crise de 2008 se manifeste comme une crise des *subprimes*. Les prêts *subprime* sont des prêts hypothécaires consentis par des banques à des ménages présentant un fort risque de défaut. Traditionnellement, c'est aux banques d'assumer les risques de défaut des emprunteurs, ce qui les dissuade de prêter à des ménages supposés non solvables. Seulement, grâce à des innovations financières datant du début des années 2000, les banques ont trouvé le moyen de se défaire des risques inhérents à leur activité, tout en se refinançant facilement et rapidement : il suffit pour cela de revendre les crédits qu'elles détiennent à une autre entité (une banque d'investissement par exemple), un peu en dessous de leur valeur initiale. Les crédits, avant d'être vendus, sont « titrisés », c'est-à-dire agglomérés en une sorte de mille-feuilles regroupant des créances de différente nature. C'est ce produit complexe et relativement opaque qui se retrouve entre les mains de la banque d'investissement ; celle-ci, pour pouvoir les acheter, a créé de toutes pièces une entreprise appelée « *Special Purpose Vehicle* » (SPV), ou Fonds commun de créance, qui émet des obligations (« *Mortgage-Backed Securities* », MBS) que la banque d'investissement va vendre auprès de fonds spéculatifs, de fonds de pension, etc. Le risque de défaut se déplace donc tout au long de cette chaîne : à l'arrivée, ce sont les détenteurs de MBS qui sont exposés au risque, et non la banque initiale. Bien sûr, on peut recommencer cette opération un nombre indéfini de fois : il est possible par exemple de combiner des MBS, ou des MBS et d'autres ABS (« *Asset-Backed Securities* »), pour obtenir des CDO (« *Collateralized Debt Obligations* »), etc.

Au bout du compte, les produits financiers ainsi obtenus par combinaisons et empilements successifs sont tellement compliqués que personne n'est capable d'estimer leur degré de sécurité, et certainement pas les banques qui les détiennent. Comme, d'autre part, les banques ont consenti des prêts à des ménages non solvables, les défauts se multiplient. Pendant un certain temps, la hausse des prix de l'immobilier permet aux banques de rentrer dans leur frais : la vente du bien immobilier (puisqu'il s'agit de prêts hypothécaires) compense le non-remboursement de la dette du ménage concerné. Mais quand le marché immobilier vient à se tasser, les actifs immobiliers sont dépréciés, et les défauts se transmettent de produit dérivé en produit dérivé. Les banques, légitimement suspicieuses quant à leur bonne santé mutuelle, cessent de se prêter de l'argent. La valeur de leurs actifs coule à pic et elles se retrouvent incapables d'obtenir des liquidités en échange de titres incertains ou pourris que personne ne veut leur acheter. Elles sont finalement obligées de se renflouer avec la complaisance de la Réserve fédérale américaine et de la Banque centrale européenne, puis, directement, auprès des États – ce qui provoque une crise des dettes souveraines.

Les événements affectant les secteurs financiers, ainsi exposés, sont-ils suffisants pour expliquer la crise de 2008 ? David McNally reproche aux tenants de cette théorie d'être incapables d'expliquer pourquoi la crise, si elle est financière, s'est diffusée hors des marchés financiers.⁹

Mais pour Gindin, l'apparition de produits financiers nouveaux a précisément pour conséquence d'intriquer la « basse finance » (« *low finance* ») des travailleurs et la « haute finance » (« *high finance* ») de Wall Street. Normalement, la perte de valeur des biens des travailleurs aurait bien provoqué une récession significative, mais c'est l'interconnexion de toutes les sphères de l'économie à cause des produits dérivés qui a provoqué un « incendie financier » (« *financial wildfire* »). Surtout, cet auteur invoque, à l'appui de sa théorie, un argument négatif : la crise des années 1970 a été victorieusement résolue, et ses effets ont cessé de se faire

sentir ; le capitalisme, dans les années 1980 et 1990, se porte très bien, se mondialise, conquiert de nouveaux secteurs et marchés, ce qui entraîne un taux de profit élevé et une consommation historiquement haute.¹⁰ Ces arguments sont aussi ceux de Costas Lapavistas, qui propose en outre une théorie plutôt hétérodoxe de la finance comme nouvelle forme d'exploitation à part entière : les prêts hypothécaires sont en eux-mêmes sources de profit, sans guère de connexion avec les secteurs productifs. Comme preuve de cette déconnexion entre finance et production, Lapavistas remarque qu'entre 2001 et 2007, alors que les profits financiers explosent, l'investissement dans les secteurs productifs chute.¹¹

Le cas de Duménil et Lévy est un peu particulier. Ces deux auteurs insistent bien sur l'importance du facteur financier dans le déclenchement de la crise (pour ces auteurs, la « finance » est le nom des « fractions supérieures des classes capitalistes et [de] leurs institutions financières »)¹² mais ils ne considèrent pas pour autant que cette « crise du néolibéralisme » soit une crise purement financière.¹³ Aux côtés de la financiarisation, Duménil et Lévy attribuent un rôle explicatif important à d'autres facteurs, soit généraux, comme la mondialisation, soit spécifiques aux Etats-Unis (endettement des ménages, dette de l'État américain, déficit commercial...). Mais malgré leur approche multicausale, ces auteurs parlent d'une « crise du néolibéralisme » qui est aussi une « crise d'hégémonie financière » (« *crisis of financial hegemony* »).¹⁴ La financiarisation est vue comme l'une des caractéristiques essentielles du régime néolibéral ; elle joue un rôle moteur dans le déclenchement de la crise, non seulement parce que c'est elle qui contribue à l'endettement des ménages en leur permettant d'accéder au marché de l'immobilier même quand ils ne sont pas solvables, mais surtout parce que c'est elle qui explique que des dividendes très élevées viennent grever les profits et gêner l'investissement – nous y reviendrons.

De façon générale, ces théories selon lesquelles la financiarisation joue un rôle central se heurtent à plusieurs objections. D'une part, de telles approches posent nécessairement la question de savoir d'où vient la financiarisation. Lapavistas attribue un rôle déterminant à l'apparition de nouvelles technologies, qui permettent de réaliser des opérations bien plus complexes qu'auparavant.¹⁵ Mais dans l'ensemble, comme le note Choonara,¹⁶ les auteurs concernés ont tendance à se réfugier dans des explications tautologiques qui font reposer la financiarisation sur des causes internes à la finance : sur un essor de la finance institutionnelle et l'apparition de nouveaux principes du crédit à la consommation chez Blackburn¹⁷ ; sur des changements internes au fonctionnement de la finance et impulsés par les élites américaine et britannique chez Gowan.¹⁸ Pour Duménil et Lévy, le néolibéralisme n'a pas pour but de compenser temporairement un taux de profit en baisse ou d'offrir, via la financiarisation, des débouchés à des capitalistes confrontés à une sous-consommation, mais vise simplement à accroître les revenus des classes supérieures, revenus mis à mal dans les décennies antérieures à cause d'un rapport de force et d'un ordre social qui leur étaient défavorables – le compromis fordiste.¹⁹ Autrement dit, la financiarisation, qui s'exprime notamment dans la hausse du niveau des dividendes, a des causes politiques, mais n'a pas elle-même de cause économique antérieure ou plus profonde. D'autre part, on peut se demander, comme le fait Andrew Kliman dans une réponse à Gindin, pourquoi, maintenant que la confiance envers les banques a été restaurée, la croissance n'a pas repris.²⁰

D'autres interprétations marxistes existent donc quant au rôle de la finance dans cette crise. Beaucoup d'auteurs attribuent volontiers à la financiarisation un rôle dilatoire, retardataire ou compensatoire : elle vise à apporter une solution temporaire et momentanée à un problème sous-jacent, qui est la véritable cause de la crise. Cette interprétation du phénomène financier est commune aux auteurs, dont il sera question plus loin, qui voient dans la crise le résultat d'une faiblesse de l'investissement due à une baisse du taux de profit, et aux auteurs « sous-consommationnistes », comme Alain Bihr, Michel Husson ou les auteurs de la *Monthly Review*. Ce sont ces analyses « sous-consommationnistes » que nous allons maintenant présenter.

Les débats sur le rôle de la (sous-)consommation

L'essor de la finance depuis trois décennies ne fait guère débat – même si, comme on l'a vu, il y a des désaccords parmi les marxistes quant à son caractère plus ou moins explicatif. En revanche, l'évolution de la consommation est plus délicate à mesurer, et il y a bel et bien des avis divergents sur cette question en apparence purement technique.

L'idée générale des sous-consommationnistes, que ses adversaires accusent d'être d'inspiration keynésienne, est la suivante : trop de produits sont créés, et les salaires sont trop bas pour les écouler. Alain Bihr ou Michel Husson analysent la compression des salaires comme une conséquence de la restauration du taux de profit sous le néolibéralisme – en ce sens, on peut faire d'eux des défenseurs d'une théorie de la crise comme « crise du néolibéralisme », ce qui n'est toutefois pas le cas de tous les sous-consommationnistes, on le verra.

Dans un article intitulé « Le triomphe catastrophique du néolibéralisme », Bihr explique que les capitalistes ont dû imposer, en réaction à la baisse du taux de profit observable dans les années 1970, un partage de la valeur ajoutée qui leur soit plus favorable. En France, explique-t-il, entre 1980 et le milieu des années 2000, la part des salaires dans la valeur ajoutée a baissé de neuf points. Cette situation engendre un problème de réalisation. En fait, les intérêts du capitaliste individuel (comprimer les salaires) sont opposés aux intérêts du capitalisme dans son ensemble (trouver des débouchés). Bihr parle d'une « crise de surproduction par sous-consommation relative des salariés » ; la finance, dès lors, est un moyen temporaire d'échapper aux problèmes de réalisation, l'endettement des ménages permettant de soutenir la consommation.²¹

Plus originale parmi les théories sous-consommationnistes, celle des auteurs de la *Monthly Review* ne fait pas du régime néolibéral la cause de la faiblesse des salaires. Cette interprétation des crises, développée jadis par Paul Baran et Paul Sweezy²² et aujourd'hui reprise par Fred Magdoff et John Bellamy Foster²³, repose sur l'idée que la période consécutive à la Seconde Guerre mondiale a vu se former des monopoles permettant aux capitalistes de manipuler les prix et de susciter des taux de profits excessivement élevés, qui permettent un taux d'investissement lui-même très élevé et une surproduction relative de biens de consommation – qu'il est du coup impossible d'écouler. Pour éviter ce problème, les capitalistes peuvent recourir principalement à deux solutions alternatives : soit trouver des débouchés dans l'industrie de l'armement, soit utiliser la sphère financière comme un refuge pour leurs profits. Les bulles spéculatives, dès lors, ne sont pas une cause de la crise, mais un moyen de la retarder. Contrairement aux autres théories sous-consommationnistes, celle-ci met l'accent moins sur la faiblesse des salaires, que sur la suraccumulation et la « surcapacité productive » ; dans la mesure où ces deux phénomènes sont relatifs l'un à l'autre, les deux interprétations convergent, mais il y a tout de même une différence d'accent quant aux causes du phénomène.

Ces théories appellent une série d'objections, à la fois empiriques et théoriques. D'un point de vue empirique d'abord, elles supposent toutes, implicitement, que les salaires ont au minimum stagné – en tout cas, que leur part dans le PIB global a diminué. En ce qui concerne la période néolibérale, cette idée a même quelque chose d'assez intuitif. Certains auteurs, pourtant, la contestent. Pour Andrew Kliman²⁴ la part des rémunérations globales des salarié-e-s a augmenté si l'on prend en compte non seulement les salaires au sens strict, mais aussi les formes de salaire socialisé, comme la Sécurité sociale, ou les programmes sociaux comme Medicare ; elle a augmenté davantage encore si l'on mesure cette part des salaires par rapport au revenu national total, et non par rapport au PIB.²⁵ Enfin, Kliman avance un argument que reprennent aussi Duménil et Lévy : il faut prendre en compte les salaires des cadres dans le calcul²⁶, ce que Magdoff et Foster ne font pas. S'il est donc contestable que la part des salaires ait diminué, Duménil et Lévy affirment même que la consommation, elle, a augmenté, à cause d'une tendance des plus hauts revenus à épargner de moins en moins.²⁷ Il n'est donc pas du tout évident que la part des salaires ait diminué sous l'ère néolibérale, ni que la consommation ait été réduite – Sam Gindin affirme même qu'à la veille de la crise, les salaires n'ont jamais été aussi élevés.²⁸

D'autre part, un certain nombre d'arguments théoriques peuvent être invoqués contre les interprétations sous-consommationnistes. En ce qui concerne les thèses développées par les auteurs de la *Monthly Review*, Choonara observe que leur théorie du capitalisme monopoliste sous-estime le rôle de la concurrence internationale et des rivalités inter-impérialistes.²⁹ Par ailleurs, mais nous mentionnons simplement l'argument sans entrer dans les détails techniques, Kliman cherche longuement à démontrer que l'interprétation de la *Monthly Review* repose sur une faille logique, et suggère qu'une augmentation indéfinie de la part des profits et une baisse indéfinie de la part des salaires (et de la consommation personnelle des capitalistes) peuvent ne pas donner lieu à un taux de croissance exponentiel, donc insoutenable.³⁰

Certains arguments théoriques visent, plus généralement, l'ensemble des thèses sous-consommationnistes. Premièrement, le fait que les salaires soient trop bas pour écouler l'ensemble des marchandises produites n'implique pas que les marchandises ne seront pas écoulées : elles peuvent l'être par les entreprises capitalistes elles-mêmes. Rien ne s'oppose, d'un point de vue théorique, à ce que les capitalistes produisent indéfiniment pour d'autres capitalistes : Kliman envisage une situation théorique où des compagnies minières extrairaient du fer qu'elles vendraient à des producteurs d'acier, qui eux-mêmes vendraient l'acier ainsi produits à des entreprises fabriquant, à partir de cet acier, des équipements miniers eux-mêmes destinés à produire du fer, etc.³¹ Rien ne s'oppose à ce scénario, sinon ce qu'il appelle l'« intuition sous-consommationniste » (« *underconsumptionist intuition* »), énoncé comme suit par Sweezy : « Le processus de production est et doit demeurer, indépendamment de sa forme historique, un processus de production de biens en vue de la consommation humaine. »³² Mais cette intuition, toujours selon Kliman, n'a jamais fait l'objet d'une preuve satisfaisante, ni par Sweezy, ni par d'autres économistes.³³ Deuxièmement, si l'on

prétend que des salaires plus hauts permettraient aux capitalistes d'accroître leur profit en écoulant mieux leurs marchandises, il faut aussi tenir compte du fait qu'un niveau de salaires plus élevé aurait pour effet immédiat de faire perdre de l'argent aux capitalistes, puisque ceux-ci devraient donner plus d'argent à leurs salariés. Carchedi estime ainsi que même dans l'hypothèse la plus favorable aux sous-consommationnistes (celle où, parmi les biens qui ne peuvent pas être écoulés faute de demande solvable, aucun ne serait acheté par d'autres capitalistes), une hausse des salaires ne pourrait pas compenser la baisse des profits induite par cette augmentation salariale elle-même. Inversement, du point de vue des capitalistes envisagés collectivement, baisser les salaires fait plus que compenser le manque à gagner lié à la restriction des débouchés.³⁴ Troisièmement, mentionnons encore et pour finir un argument utilisé par Mick Brooks, fondé sur un passage de l'*Anti-Dühring* d'Engels,³⁵ et presque déconcertant de simplicité : dans la mesure même où le capitalisme est un système fondé sur l'exploitation, la sous-consommation des salarié-e-s y est une caractéristique permanente, et non accidentelle. Autrement dit, si c'était elle qui expliquait les crises, le capitalisme serait en crise permanente, ce qui n'est manifestement pas le cas, et toutes les formes sociales non capitalistes fondées sur l'exploitation seraient sujettes à des crises, ce qui n'est pas le cas non plus.³⁶

Jusqu'ici, et pour la commodité de l'exposition, nous avons utilisé l'étiquette « sous-consommationnisme » sans la mettre en question. Pourtant, le terme lui-même pose une série de problèmes. En premier lieu, il semble que peu d'auteurs, chez les marxistes, se revendiquent explicitement « sous-consommationnistes » – Bihr, par exemple, rejette vigoureusement cette dénomination.³⁷ Plus fondamentalement, on doit bien constater que toute crise du capitalisme se manifeste toujours, à un moment ou à un autre, par une sous-consommation des travailleurs, conséquence de l'arrêt du processus normal de production et de vente. Le problème n'est pas de savoir si la crise se traduit ou non par une diminution de la consommation, mais de savoir si ce phénomène joue un rôle explicatif dans la crise elle-même. Enfin, et dans la logique du paragraphe précédent, il faut préciser que lorsque l'on parle d'explications « sous-consommationnistes » de la crise, il s'agit d'explications reposant sur la sous-consommation... des salarié-e-s, et non sur la sous-consommation des capitalistes.

Une partie des discussions sur ce point se cristallise autour d'une citation du *Capital*, volontiers reproduite par beaucoup d'auteurs sous-consommationnistes.³⁸ Commentons-la, non pour le vain plaisir de l'exégèse marxiste, mais parce que les interprétations qui en sont faites permettent de clarifier un peu les débats sur la question :

*Actuellement, la cause ultime d'une crise réelle se ramène toujours à l'opposition entre la misère, la limitation du pouvoir de consommer des masses, et la tendance de la production capitaliste à multiplier les forces productives, comme si celles-ci avaient pour seule limite l'étendue absolue de la consommation dont la société est capable.*³⁹

Le début de cette citation semble en effet valider les interprétations sous-consommationnistes qui se réclament de Marx : c'est la « misère » des masses qui cause les crises. Mais il est possible d'en faire une interprétation compatible avec les théories qui voient à l'origine des crises un défaut d'investissement lié à une diminution du taux de profit. En effet, c'est parce que les salarié-e-s ne peuvent pas consommer toutes les marchandises produites que les capitalistes doivent eux-mêmes consommer le reste, soit par leur consommation individuelle, soit par leur consommation productive.⁴⁰ En particulier, une faible consommation productive liée à un faible investissement peut engendrer une crise.

En un sens, donc, presque tous les économistes marxistes sont « sous-consommationnistes », si l'on entend par là qu'ils font reposer le déclenchement des crises par un manque de consommation, de la part des salarié-e-s ou de la part des capitalistes, productive ou non. Dans quelle mesure les auteurs sous-consommationnistes prennent-ils en compte cette dimension ? Alain Bihr, dans « Le triomphe catastrophique du néolibéralisme », évoque uniquement la sous-consommation des salarié-e-s.⁴¹ Michel Husson, dans « La baisse de la part salariale à la source de la crise », évoque trois débouchés alternatifs possibles pour faire face à la baisse des salaires : la mondialisation, la financiarisation, et la consommation des rentiers ; mais il ne mentionne pas la possibilité d'une consommation productive accrue.⁴² Quant aux auteurs de la *Monthly Review*, ils estiment que l'investissement et la consommation productive ne peuvent pas suffire à écouler les biens produits – ce que, comme on l'a vu, Kliman conteste.⁴³

La plupart des sous-consommationnistes, donc, lient la crise à un problème de réalisation provoqué par la compression des salaires sous le néolibéralisme : en ce sens, ils sont bien de l'avis que la crise de 2008 est une crise du néolibéralisme. Si la théorie des auteurs de la *Monthly Review* peut, quant à elle, valoir pour la crise

des années soixante-dix, sa portée explicative est limitée au capitalisme monopoliste de l'après Seconde Guerre mondiale. D'autres auteurs, au contraire, pensent qu'il s'agit non d'une crise du néolibéralisme ou du capitalisme monopoliste, mais d'une crise du capitalisme tout court, et invoquent alors des explications sous-jacentes qui ont la particularité de valoir également pour des crises survenues avant la période néolibérale, ou avant la Seconde Guerre mondiale. Le mécanisme fondamental à la base des crises capitalistes serait, dans ce cas, la baisse tendancielle du taux de profit.

Les débats sur le taux de profit

Pour de nombreux marxistes, la loi de la baisse tendancielle du taux de profit est l'une des contradictions essentielles du capitalisme, et se trouve à l'origine de ses crises. En résumé, cette « loi » explique que les innovations techniques, qui permettent d'accroître la productivité et donc le taux de profit de chaque capitaliste individuel, font globalement, sous l'effet de la concurrence entre capitalistes, augmenter la composition organique du capital (c'est-à-dire le rapport entre capital constant et capital variable). La part de capital variable (correspondant aux salaires) tend à diminuer ; le travail humain est remplacé par des machines, des bâtiments, etc., qui transmettent leur valeur aux marchandises produites, mais qui ne créent pas de valeur nouvelle, contrairement au travail humain. Une quantité donnée de capital tendra donc à produire de moins en moins de plus-value, et le taux de profit général baissera.

L'existence d'une concurrence entre les capitalistes est centrale dans l'analyse marxiste classique de la baisse du taux de profit, mais cette concurrence ne joue que dans la mesure où elle force l'ensemble des capitalistes d'un même secteur à accroître la composition organique de leur capital, soit pour prendre un avantage décisif sur les capitalistes rivaux, soit précisément pour empêcher certains capitalistes de prendre un avantage décisif. Mais il existe aussi, marginalement, des théoriciens pour qui la baisse du taux de profit est liée à la concurrence *seulement*, et non à l'accroissement de la composition organique du capital. Pour Robert Brenner, c'est ainsi la concurrence entre capitalistes, et surtout entre les différents capitalismes nationaux (Etats-Unis, Allemagne et Japon en particulier) qui fait chuter le taux de profit à partir des années soixante, car les capitalistes retardataires, à capital investi équivalent, seraient obligés de baisser leurs prix, et donc de consentir à une baisse de leur taux de profit, pour faire face à l'irruption de concurrents pourvus d'une technologie plus avancée. Brenner est explicitement hostile à l'idée que la composition organique jouerait un rôle explicatif.⁴⁴ Comme le remarque Fred Moseley, il est remarquable que la théorie de Brenner soit paradoxalement en phase avec celle des auteurs de la *Monthly Review*, dans la mesure où elle accorde une importance décisive au degré de compétition entre les différents capitalistes.⁴⁵ Choonara fait remarquer, contre cette interprétation hétérodoxe de la loi, que si Brenner disait vrai, l'effet de la chute des prix devrait se répercuter positivement sur les capitalistes au moment où ceux-ci achètent des moyens de production.⁴⁶

Toujours est-il que la question du rôle du taux de profit est suffisamment importante pour que certains auteurs distinguent, parmi les économistes marxistes, ceux qui appartiennent au « profitability camp » (le « camp de la profitabilité » : l'expression est de Michael Roberts)⁴⁷ et ceux qui n'y appartiennent pas – les partisans d'une explication financière de la crise, ou les sous-consommationnistes. Michael Roberts, mais aussi Kliman, Carchedi ou Choonara, pour ne mentionner que des auteurs déjà cités, appartiennent au « profitability camp ». Leur théorie prétend rendre compte, non seulement de la crise de 2008, mais même de la récurrence des crises : elle repose sur une conception cyclique de l'évolution du capitalisme, résumée par un utile schéma que l'on doit à Michael Roberts.⁴⁸ D'après ce schéma cyclique, l'accélération de l'accumulation et de la croissance finit par faire chuter le taux de profit, puis la masse même des profits. L'investissement s'effondre, ce qui provoque une hausse du chômage et une crise de réalisation due à la sous-consommation. Cette situation déclenche à son tour un effondrement financier. Les capitalistes sont désormais capables de réaliser de forts profits, puis de faire augmenter à nouveau leurs taux de profit, grâce à la possibilité qu'ils ont d'embaucher de la main-d'œuvre à très bas prix. L'accumulation et la croissance vont s'accélération, et le cycle reprend.

Voilà pour la théorie. Les observations empiriques la confirment-elles ? La réponse n'est pas simple, car les différentes manières possibles de calculer le taux de profit font l'objet de beaucoup de polémiques.⁴⁹ Malgré tout, on peut essayer de synthétiser les thèses des différents auteurs.

Entre 1982 et 1997, il y a un quasi-consensus pour dire que le taux de profit augmente aux États-Unis⁵⁰ – à cause d'une offensive politique qui se traduit par une compression des salaires, mais aussi, pour certains auteurs,⁵¹ par l'introduction de nouvelles technologies qui font baisser la composition organique du capital. Ces deux phénomènes constituent les deux principales contre-tendances, identifiées par Marx, jouant contre

la baisse du taux de profit. Duménil et Lévy insistent également sur le fait que la mondialisation et la mise en concurrence internationale permettent de dégager des profits élevés.⁵² Andrew Kliman, en revanche, conteste l'idée d'une hausse du taux de profit, de manière cohérente d'ailleurs avec sa thèse selon laquelle il n'y a pas de compression des salaires sous le néolibéralisme. Ce désaccord avec la plupart des économistes marxistes vient de ce que Kliman est l'un des rares (avec Chris Harman également) à calculer la valeur du capital constant à son coût dit « historique » (au coût auquel les capitalistes l'ont acquis) plutôt qu'à son « coût de remplacement » (le coût du capital fixe au moment où les profits sont réalisés). Michael Roberts, d'accord avec Kliman sur ce principe, conteste, dans l'un des billets de son blog, que les résultats du calcul soient très différents dans un cas et dans l'autre ; pourtant, le graphique qu'il reproduit lui-même prouve que sur le segment décisif qui va de 1982 à 1997, le taux de profit augmente bien plus nettement si on le calcule au coût de remplacement – calculé au coût historique, il est presque stable et n'augmente que très légèrement.⁵³

L'essentiel des débats sur l'évolution du taux de profit concernent la période antérieure à 1982 et la période ultérieure à 1997. L'idée générale est que le taux de profit baisse depuis la Seconde Guerre mondiale et jusqu'en 1982 (Kliman parle d'un « secular trend », « tendance séculaire »)⁵⁴ – Roberts raffine le schéma de Kliman en montrant que la baisse du taux de profit s'accélère nettement entre 1965 et 1982.⁵⁵ Carchedi, en se limitant aux secteurs productifs, voit une tendance à la baisse du taux de profit sur les cinquante dernières années.⁵⁶ Pour Brenner, le taux de profit commence à chuter dans les années 1970, et le boom néolibéral, pour lui comme pour Roberts, n'est qu'une parenthèse à effet retardateur : la crise de 2008 est bien la suite, voire la conséquence, d'une crise de profitabilité antérieure, datant de 1965 (Roberts) ou de la fin des années soixante (Brenner).⁵⁷ Simon Mohun, en revanche, a une position originale quant à l'évolution du taux de profit depuis la Seconde Guerre mondiale : cet auteur calcule un « taux de profit de classe » (« *class rate of profit* ») élargi, incluant les salaires des cadres parmi les profits au motif que, dans le capitalisme contemporain, la classe capitaliste n'est plus définie par la propriété des moyens de production mais par le contrôle de la production. Sur une telle base, Mohun montre que le taux de profit de classe monte presque constamment, avec seulement de petits renversements à la veille des crises (en 1929, dans les années 1970, en 2007-2008).⁵⁸

En ce qui concerne le taux de profit après 1997, plusieurs auteurs estiment que le taux de profit diminue : c'est l'avis de Roberts, Kliman, David M. Kotz, Anwar Shaikh,⁵⁹ Louis Gill, Alan Freeman, Robert Brenner ou Isaac Johsua,⁶⁰ etc. Parmi ceux qui estiment que le taux de profit ne baisse pas après 1997, figure notamment Guglielmo Carchedi : selon lui, le taux de profit augmente, non pas depuis 1982 mais depuis 1986, et jusqu'en 2009. Carchedi arrive à ce résultat en ne tenant compte que des profits réalisés dans les secteurs de production de biens, en excluant aussi bien les profits financiers que les profits réalisés dans la sphère des services (dans les secteurs improductifs), puisque ces profits ne reposent pas sur une création, mais sur une appropriation de plus-value. C'est une option méthodologique contestée par Michael Roberts, d'après qui il convient de considérer l'ensemble des profits réalisés dans tous les secteurs, et qui remarque logiquement que les données de Carchedi rendent la crise de 2008 difficilement explicable par une baisse de profitabilité.⁶¹ Mais la plupart des auteurs qui contestent que le taux de profit ait baissé avant 2008 refusent, en conséquence, de lier la crise à un problème de profitabilité : il s'agit donc d'auteurs dont nous avons déjà présenté les positions dans les autres parties de cet article, comme Duménil et Lévy,⁶² Gindin,⁶³ Lapavistas⁶⁴ ou Husson – celui-ci reconnaît une baisse partielle entre 1997 et 2001 (aux Etats-Unis, mais pas en Europe), et voit une restauration du taux de profit à partir de cette date.⁶⁵ Husson parvient à ce résultat en incluant dans son calcul du taux de profit états-unien les revenus des sociétés non incorporées comme les « partenariats » (*partnerships*), les « entrepreneurs individuels » (*sole proprietorships*) et les « coopératives exemptées d'impôt » (*tax-exempt cooperatives*).⁶⁶ Mais pour Kliman, une telle extension fausse sérieusement les résultats, dans la mesure où les revenus de ces sociétés sont largement composés, non de profits, mais « de paiements faits à des propriétaires en compensation de leur travail ».⁶⁷

Quelle que soit l'analyse que les différents auteurs font de la crise, et quelle que soit leur lecture de l'évolution du taux de profit, tous conviennent que l'investissement ralentit ou stagne et que le taux d'accumulation diminue, ou au minimum augmente lentement, dans les années qui précèdent la crise. Les auteurs qui pensent aussi que le taux de profit a baissé sont donc enclins à voir une évolution parallèle du taux de profit et du taux d'accumulation. Inversement, ceux qui pensent que le taux de profit a augmenté doivent rendre compte de cet écart croissant entre les deux taux. Chez les sous-consommationnistes, Husson ou Foster et Magdoff sont donc conduits à adopter la théorie d'une évolution en « ciseaux ».⁶⁸ À quoi est due cette évolution ? Pour Husson, il y a une quantité croissante de profits non réinvestis productivement, et qui

partent dans le secteur financier⁶⁹ ; mais si beaucoup de profits ne sont pas réinvestis, c'est justement, pour lui, à cause d'une faiblesse de la demande découlant d'une compression salariale.

Duménil et Lévy ont un point de vue un peu plus complexe sur les rapports entre taux de profit et taux d'accumulation. Le taux de profit, pour eux, affecte l'économie de deux manières : d'une part, un taux de profit élevé peut avoir une fonction d'incitation (les capitalistes sont incités à investir s'ils peuvent espérer des profits élevés) ; d'autre part, un taux de profit élevé permet d'assurer le financement de l'entreprise.⁷⁰ La définition du taux de profit change selon que l'on considère l'un ou l'autre phénomène. Lorsqu'il s'agit d'envisager les vertus incitatives d'un taux de profit élevé, il faut considérer les profits « *after-tax* » (après paiement des impôts), puisqu'il s'agit des profits que les capitalistes peuvent effectivement espérer récupérer.⁷¹ Cette façon de calculer est assez fréquente chez les auteurs qui contestent que la loi de la baisse tendancielle du taux de profit joue un rôle dans la crise : Sam Gindin l'utilise également.⁷² Or les impôts sur les entreprises ont spectaculairement diminué sous le néolibéralisme, ce qui a fait augmenter le taux de profit « *after-tax* ». En revanche, pour envisager la manière dont le taux de profit détermine les capacités d'auto-financement des entreprises, il ne faut pas s'intéresser simplement aux profits « *after-tax* », mais aux profits après paiement des impôts *et* des dividendes. Or comme, d'après Duménil et Lévy, les chiffres des dividendes ont nettement augmenté sous le néolibéralisme, on observe simultanément, sur cette période, une augmentation du taux de profit « *after-tax* » et une diminution du « taux de profits retenus » (« *rate of retained profits* »).⁷³ Le taux d'accumulation ne dépend ni du taux de profit brut (« à la Marx »), ni du taux de profit « *after-tax* » mais du « taux de profits retenus ».

Du coup, quand Duménil et Lévy comparent l'évolution du taux d'accumulation avec celle du taux de profit *after-tax*, ils arrivent à un schéma en ciseaux proche de celui de Husson. Cela dit, la différence essentielle est la suivante : pour Duménil et Lévy, le taux de profit est plombé par des dividendes élevées, elles-mêmes liées aux conditions politiques du régime néolibéral, ce qui gêne l'investissement et l'accumulation ; pour Husson, le rapport de causalité est inverse : les dividendes élevées sont la conséquence d'un taux de profit trop élevé par rapport à la demande.⁷⁴ À l'appui de leur interprétation, et contre celle de Husson, Duménil et Lévy montrent que l'augmentation des dividendes au début des années quatre-vingt est un phénomène soudain, conséquence d'un changement d'ordre politique – si elle était due à une demande de plus en plus faible, cette augmentation des dividendes se serait manifestée graduellement.⁷⁵

Conclusions

Les différents phénomènes que nous avons examinés (essor de la finance, sous-consommation, baisse tendancielle du taux de profit) sont, d'une manière ou d'une autre, présents dans toutes les théories que nous avons passées en revue. Elles y jouent, simplement, un rôle fonctionnel différent. Selon les théories, tel ou tel élément sera simplement une conséquence de l'explosion de la crise, et non une circonstance antérieure à la crise : c'est le cas de la baisse du taux de profit pour les sous-consommationnistes, c'est le cas de la faiblesse de la demande pour le « *profitability camp* ». Tel ou tel autre élément, en revanche, sera bien antérieur à la crise, mais ne sera que la conséquence d'une cause plus fondamentale : c'est le cas de la financiarisation de l'économie, pour les auteurs du « *profitability camp* » comme pour les sous-consommationnistes. Tel autre élément, enfin, sera la véritable cause de la crise : selon les auteurs que nous avons examinés, il s'agira soit de la financiarisation de l'économie, soit d'une faible consommation des ménages, soit de la baisse du taux de profit.

Dans les grandes lignes, le partage entre le « *profitability camp* » et les autres auteurs correspond au partage entre ceux qui font de la crise le résultat lointain d'une tendance amorcée dès les années soixante-dix, voire plus anciennement encore, et ceux qui en font une « crise du néolibéralisme ». Mais il y a des exceptions – pour les auteurs de la *Monthly Review*, notamment, le problème de sous-consommation n'est pas spécifiquement lié au néolibéralisme. Et il y a, d'autre part, des désaccords pour savoir quand commence au juste l'ère néolibérale : beaucoup d'auteurs la font démarrer au début des années quatre-vingt, mais Carchedi observe une remontée du taux de profit après 1986 seulement⁷⁶ et Kliman observe que beaucoup d'éléments caractéristiques de la période néolibérale se mettent en place dès les années soixante-dix.⁷⁷ Chez les auteurs pour qui la crise a des origines antérieures au néolibéralisme, ce dernier est généralement vu comme une stratégie permettant de retarder l'échéance, en compensant la baisse de la consommation par un essor de la financiarisation, ou en luttant contre la baisse du taux de profit par une compression des salaires.

Que va-t-il, alors, se passer ? Il n'est pas rare que certains auteurs enrichissent leur *diagnostic* d'un *pronostic* ; on a vu par exemple que le schéma cyclique de Michael Roberts prévoyait aussi une résolution de la crise à moyen terme, au prix naturellement d'une diminution du coût du capital, et en particulier d'une baisse des salaires. Parmi les interventions les plus intéressantes sur ce point, signalons l'article « Une crise du troisième type » dans lequel Isaac Johsua suggère que la crise de 2008 sera moins intense et plus longue que celle de 1929, car l'« intervention de l'État » et la « faible flexibilité des salaires et des prix » vont en étaler les effets.⁷⁸ Mais la question de savoir ce qui va se passer, bien sûr, inclut aussi celle de savoir ce qu'on doit faire. Les propositions en la matière ont une portée et une généralité plus ou moins grandes ; si certains économistes insistent sur la nécessité de s'attaquer à un capitalisme fauteur de crises⁷⁹, d'autres avancent également des solutions plus partielles, visant à annuler les effets de ce qu'ils analysent comme des mécanismes pervers mais contingents : Blackburn et Gowan proposent ainsi des mesures de régulation de la finance comme mesures transitoires et démocratiques.⁸⁰ De façon générale, les auteurs dont nous avons parlé sont aussi des militants, souvent soucieux, à ce titre, de corréler leurs analyses économiques à des préconisations politiques.

Récapitulatif des auteurs présentés

A. Explication de la crise comme crise financière

Robin Blackburn	Crise essentiellement financière (liée notamment au néolibéralisme)
Sam Gindin et Leo Panitch	
Peter Gowan	
Costas Lapavistas	
Gérard Duménil et Dominique Lévy	« Crise du néolibéralisme » à forte composante financière

B. Explication de la crise comme crise de sous-consommation

Alain Bihr	Crise de sous-consommation liée au néolibéralisme
Michel Husson	
John Bellamy Foster et Fred Magdoff (auteurs de la <i>Monthly Review</i>)	Crise de sous-consommation/surproduction liée au capitalisme monopoliste

C. Explication de la crise par la baisse tendancielle du taux de profit

Guglielmo Carchedi	Crise de profitabilité liée à l'augmentation de la composition organique du capital. La chute du taux de profit s'accélère à partir des années 1960 et 1970.
Joseph Choonara	
Louis Gill	
Andrew Kliman	
David M. Kotz	
Michael Roberts	Crise de profitabilité liée à l'aggravation de la concurrence (depuis la fin des années 1960)
Robert Brenner	

Notes

1. Par exemple : Joseph Choonara, « [Marxist Accounts of the Current Crisis](#) », *International Socialism*, n° 123, 2009, ; Gérard Duménil, Dominique Lévy, « [The Crisis of the 21st Century: A Critical Review of Alternative Explanations](#) », 2011, ; Guglielmo Carchedi, *Behind the Crisis: Marx's Dialectics of Value and Knowledge*, Leiden – Boston, Brill, coll. « Historical Materialism », 2011, p. 131-143, etc.
2. Gérard Duménil, Dominique Lévy, *The Crisis of Neoliberalism*, Cambridge, Harvard University Press, 2011.
3. Robin Blackburn (« [Finance and the Fourth Dimension](#) », *New Left Review* n°39, mai-juin 2006,) indique par exemple qu'entre 1981 et 2001, les profits réalisés dans le secteur financier sont passés de 14 à 39% du total des profits réalisés par les entreprises américaines.
4. Joseph Choonara, « Marxist Accounts of the Current Crisis », *art. cit.* Nous traduisons.
5. Gérard Duménil, Dominique Lévy, « [The Crisis of the Early 21st Century: Marxian Perspectives](#) », 2012, , p. 3.
6. Robin Blackburn, « [The Subprime Crisis](#) », in *New Left Review*, n° 50, mars-avril 2008, , cité par Joseph Choonara, « Marxist Accounts of the Current Crisis », *art. cit.* ; Sam Gindin, « [Clarifying the Crisis](#) », in *Jacobin*, 2014, ; Michael Pelias, Ivan Zatz, « [The Age of Financialisation and the Crisis of Left-Wing Theory](#) », , p. 14.
7. Michael Roberts, « [The Crisis of Neoliberalisme and Gérard Duménil](#) », *Michael Roberts blog*, 3 mars 2011.
8. Pour un exposé précis, clair et pédagogique des événements, voir Frédéric Lordon, *Jusqu'à quand ? Pour en finir avec les crises financières*, Paris, Éditions Raisons d'agir, 2008. Pour une présentation tout aussi claire, mais plus brève, et en anglais, voir Guglielmo Carchedi, « [Behind and Beyond the Crisis](#) », in *International Socialism*, n° 132.
9. David McNally, « [From Financial Crisis to World-Slump: Accumulation, Financialisation and the Global Slowdown](#) », in *Historical Materialism*, n° 17, 2009, , p. 42.
10. Sam Gindin, « Carifying the Crisis », *art. cit.*
11. Joseph Choonara, « Marxist Accounts of the Current Crisis », *art. cit.*
12. Gérard Duménil et Dominique Lévy, « The Crisis of the 21st Century: A Critical Review of Alternative Explanations », *art. cit.*, p. 3 (nous traduisons, D. et L. soulignent).
13. *Ibid.*, p. 5-9.
14. *Ibid.*, p. 4.
15. Costas Lapavistas, « [Financialisation or the Search for Profits in the Sphere of Circulation](#) », 2009, , p. 12, cité par Joseph Choonara, « Marxist Accounts of the Current Crisis », *art. cit.*
16. Joseph Choonara, « Marxist Accounts of the Current Crisis », *art. cit.*
17. Robin Blackburn, « The Subprime Crisis », *art. cit.*, cité par Joseph Choonara, « Marxist Accounts of the Current Crisis », *art. cit.*
18. Peter Gowan, « [Crisis in the Heartland](#) », in *New Left Review*, n°55, janvier-février 2009, , cité par Joseph Choonara, « Marxist Accounts of the Current Crisis », *art. cit.*
19. Gérard Duménil, Dominique Lévy, « The Crisis of the Early 21st Century: Marxian Perspectives », *art. cit.*, p. 1-2.
20. Andrew Kliman, « [Clarifying 'Secular Stagnation' and the Great Recession](#) », in *New Left Project*, 2014,.
21. Alain Bihr, « [Le triomphe catastrophique du néolibéralisme](#) », 2008, site du Nouveau Parti anticapitaliste,.
22. Paul Baran, Paul Sweezy, *Le Capitalisme monopoliste. Un essai sur la société industrielle américaine* [1966], trad. Christos Passadéos, Paris, éd. François Maspéro, 1968.
23. John Bellamy Foster, Fred Magdoff, *The Great Financial Crisis: Causes and Consequence*, New York, Monthly Review University Press, 2009.
24. Andrew Kliman, *The Failure of Capitalist Production. Underlying Causes of the Great Recession*, PlutoPress, 2011, p. 154-155.
25. *Ibid.*, p. 155 (nous traduisons).
26. *Ibid.*, p. 156. ; Gérard Duménil, Dominique Lévy, « The Crisis of the 21st Century: A Critical Review of Alternative Explanations », *art. cit.*, p. 10-12.
27. Gérard Duménil, Dominique Lévy, « The Crisis of the Early 21st Century: Marxian Perspectives », *art. cit.*, p. 9.
28. Sam Gindin, « Carifying the Crisis », *art. cit.*
29. Joseph Choonara, [compte-rendu de The Great Financial Crisis](#), site de la *Socialist Review*, mars 2009,.
30. Andrew Kliman, *The Failure of Capitalist Production*, *op. cit.*, p. 167-176.
31. *Ibid.*, p. 161.

32. Paul Sweezy, *The Theory of Capitalist Development: Principles of Marxian Political Economy*, New York, Modern Readers Paperback, 1970, p. 172, cité par Andrew Kliman, *op. cit.*, p. 161 (nous traduisons).
33. Andrew Kliman, *The Failure of Capitalist Production*, *op. cit.*, p. 161-162.
34. Guglielmo Carchedi, *Behind the Crisis: Marx's Dialectics of Value and Knowledge*, *op. cit.*, p. 165-166.
35. « Par malheur, la sous-consommation des masses, la réduction de la consommation de masse au minimum nécessaire à l'entretien et à la procréation n'est pas du tout un phénomène nouveau. Elle a existé depuis qu'il y a eu des classes exploiteuses et des classes exploitées. Même dans les périodes de l'histoire où la situation des masses était particulièrement favorable, par exemple en Angleterre au XV^e siècle, elles étaient sous-consommatrices. Elles étaient bien loin de pouvoir disposer de la totalité de leur produit annuel propre pour le consommer. Si donc la sous-consommation est un phénomène historique permanent depuis des millénaires, alors que la stagnation générale du marché qui éclate dans les crises par suite de l'excédent de la production n'est devenue sensible que depuis cinquante ans, il faut toute la platitude de l'économie vulgaire de M. Dühring pour expliquer la collision nouvelle non pas par le phénomène *nouveau* de surproduction, mais par celui de sous-consommation qui est vieux de milliers d'années. C'est comme si, en mathématiques, on voulait expliquer la variation du rapport de deux grandeurs, une constante et une variable, non pas par le fait que la variable varie, mais par le fait que la constante reste la même. La sous-consommation des masses est une condition nécessaire de toutes les formes de société reposant sur l'exploitation, donc aussi de la société capitaliste; mais seule la forme capitaliste de la production aboutit à des crises. La sous-consommation est donc aussi une condition préalable des crises et elle y joue un rôle reconnu depuis longtemps; mais elle ne nous explique pas plus les causes de l'existence actuelle des crises que celles de leur absence dans le passé. » (Friedrich Engels, *L'Anti-Dühring. Mr. E. Dühring bouleverse la science*, [1878], trad. Émile Botigelli).
36. Mick Brooks, « [Debate on Causes of the Crisis](#) », publié sur le site du Socialist Bulletin, 2010.
37. Alain Bihr, « [Brève réponse à Louis Gill](#) », publié sur le site du Nouveau Parti anticapitaliste.
38. Par exemple Alain Bihr, « [Pour une approche multidimensionnelle des crises de la production capitaliste](#) », 2009, publié sur le site du Nouveau Parti anticapitaliste.
39. Karl Marx, *Le Capital*, III [1868].
40. Andrew Kliman, « [Roubini et Magnus sur la sous-consommation et Marx](#) » [trad. Marc Harpon], en ligne sur le blog Changement de société.
41. Alain Bihr, « Le triomphe catastrophique du néolibéralisme », *art. cit.*
42. Michel Husson, « [La baisse de la part salariale à la source de la crise](#) », 2013, p. 5.
43. Andrew Kliman, *The Failure of Capitalist Production*, *op. cit.*, p. 161.
44. Joseph Choonara, « Marxist Accounts of the Current Crisis », *art. cit.*
45. Fred Moseley, « [The Decline of the Rate of Profit in the Postwar U.S. Economy: A Comment on Brenner](#) », 1999, p. 7.
46. Joseph Choonara, « Marxist Accounts of the Current Crisis », *art. cit.*
47. Michael Roberts, « The Crisis of Neoliberalism and Gerard Dumenil », *art. cit.*
48. Michael Roberts, « [Tendencies, Triggers and Tulips – The Causes of the Crisis: The Rate of Profit, Overaccumulation and Indebtness](#) », p. 11.
49. Deepankar Basu et Raama Vasudevan, dans « [Technology, Distribution and the Rate of Profit in the US Economy: Understanding the Current Crisis](#) » (*Economic Department Working Papers Series*, n° 140, 2011), font le point sur les débats concernant le calcul du taux de profit et de son évolution.
50. De façon générale, et c'est sans doute un problème, ces débats sur l'évolution du taux de profit utilisent des mesures *nationales*, et ne considèrent généralement l'évolution du taux de profit que dans le cadre restreint d'une économie nationale particulière – et, notamment, de l'économie américaine.
51. Par exemple Michael Roberts, « [The Debate on the Rate of Profit yet again](#) », *Michael Roberts Blog*, 2011.
52. Gérard Duménil, Dominique Lévy, « The Crisis of the Early 21st Century: A Critical Review of Alternative Explanations », *art. cit.*, p. 3.
53. Michael Roberts, « The Debate on the Rate of Profit (yet again) », *art. cit.*
54. Michael Roberts, « The Debate on the Rate of Profit (yet again) », *art. cit.* ; Andrew Kliman, *The Failure of Capitalist Production*, p. 75-78.
55. Michael Roberts, « The Debate on the Rate of Profit (yet again) », *art. cit.*
56. Michael Roberts, « [Carchedi, Foster and the Causes of the Crisis](#) », *Michael Roberts Blog*, 2011.
57. Robert Brenner, « [Devastating Crisis Unfolds](#) », publié sur le site de Solidarity, 2008.
58. Michael Roberts, « [A 'Class' Rate of Profit](#) », *Michael Roberts Blog*.
59. Michael Roberts, « The Debate on the Rate of Profit (yet again) », *art. cit.*

60. Louis Gill, « [Les faux pas d'Alain Bihr, les dérives de Michel Husson](#) », in *Carré rouge* n° 43, mars 2010.
61. Michael Roberts, « Carchedi, Foster and the Causes of the Crisis », *art. cit.* Il semble que pour Carchedi, l'identification d'une tendance générale à la baisse du taux de profit sur cinquante ans suffise, malgré les effets puissants des contre-tendances, à analyser la crise de 2008 comme une crise de profitabilité.
62. Michael Roberts, « [Sam Gindin and "The Cause of Every Crisis is different"](#) », *Michael Roberts Blog*.
63. Sam Gindin, « Clarifying the Crisis », *art. cit.*
64. Costas Lapavistas, « [Understanding and Confronting Financialisation](#) », 2014, publié sur le site d'Open Democracy.
65. Michel Husson, « [Le dogmatisme n'est pas un marxisme](#) », 2009, publié sur le site du Nouveau Parti anticapitaliste.
66. Michel Husson, « [La hausse tendancielle du taux de profit](#) », 2010, p. 6.
67. Louis Gill, « Les dérives d'Alain Bihr, les faux pas de Michel Husson », *art. cit.*, p. 61.
68. Michel Husson, « Le débat sur le taux de profit », *art. cit.*
69. Gérard Duménil, Dominique Lévy, « The Crisis of the 21st Century: A Critical Review of Alternative Explanations », *art. cit.*, p. 30-31.
70. *Ibid.*, p. 22.
71. *Ibid.*, p. 24-25.
72. Michael Roberts, « Sam Gindin and "The Cause of Every Crisis is different" », *art. cit.*
73. Gérard Duménil, Dominique Lévy, « The Crisis of the 21st Century: A Critical Review of Alternative Explanations », *art. cit.*, p. 24-25.
74. *Ibid.*, p. 30-32.
75. *Ibid.*, p. 32-33.
76. Michael Roberts, « Carchedi, Foster and the Causes of the Crisis », *art. cit.*
77. Un chapitre de son livre *The Failure of Capitalist Production* s'intitule d'ailleurs « The 1970s – not the 1980s – as Turning point » (*op. cit.*, p. 48-73).
78. Isaac Johsua, « [Une crise du troisième type](#) », in *Contretemps*, 18/11/2013,.
79. Par exemple Andrew Kliman, « Clarifying "Secular Stagnation" and the Great Recession », *art. cit.* ; Guglielmo Carchedi, « Behind and Beyond the Crisis », *art. cit.*, etc.
80. Peter Gowan, « Crisis in the Heartland », *New Left Review*, n° 55, janvier-février 2009, p. 21, et Robin Blackburn, « The Subprime Crisis », *art. cit.*, p. 84, cités par Joseph Choonara, « Marxist Accounts of the Current Crisis », *art. cit.*